

Le grand **débat national**



Lundi 4 Mars 2019

16H30-18H : Rencontre et échange entre
Personnes Agées.

A partir de 20h : Débat entre Personnes
Agées, Familles, Bénévoles, Elus, Grand
Public et Professionnels.

Lieu : Théâtre de l'Abbaye

10a quai Beaubourg, Saint Maur des Fossés

Débat organisé par:



Sommaire

Le 1^{er} débat de 16h30 à 18h entre personnes âgées

Compte rendu du 1^{er} grand débat _____ 3

Pour résumer, les propositions du 1^{er} débat : _____ 10

Le 2^{ème} débat de 20h à 23h Tout Public

Compte rendu du 2^{ème} grand débat _____ 12

Pour résumer, les propositions du 2^{ème} débat : _____ 16

Compte rendu du 1^{er} grand débat de 16h30 à 18h entre personnes âgées

Ce compte rendu est basé à la fois sur les travaux qui ont été effectués pour préparer ce grand débat et sur tous les éléments qui ont été discutés lors de cette réunion.

Au sein de Citoyennage Ile-de-France, nous nous interrogeons souvent sur l'évolution de notre société. Nous sommes alors vigilants à ce que deviennent nos valeurs républicaines. Nous avons connu des temps durant lesquels celles-ci ont été mises à mal. Aujourd'hui, nous devons continuer à lutter pour que la Liberté, l'Egalité et la Fraternité restent des notions fondamentales, universelles et laïques. Il s'agit de valeurs précieuses, qui ne sont jamais définitivement acquises. Nous devons persévérer, les vivre au quotidien et les transmettre aux générations futures. Elles sont essentielles si nous voulons parvenir à bien vivre ensemble.

Pour préparer notre participation à ce Grand Débat National, nous sommes repartis des 15 propositions concrètes que nous avons faites en novembre dernier, dans le cadre de la Grande Consultation Nationale ouverte par le Gouvernement sur l'accompagnement et la prise en compte des personnes âgées. Ces propositions nous paraissent essentielles pour favoriser la Citoyenneté des personnes âgées, quel que soit leur lieu de vie.

1. Il faut restaurer la place des personnes âgées dans la société et les inclure dans les débats publics.

Nous sommes déterminés à éviter l'exclusion et être reconnus comme des citoyens à part entière. Nous avons le souci de contribuer à "changer les choses", pour améliorer notre qualité de vie et celle des futures générations. Notre histoire et nos valeurs de Liberté, d'Egalité et de Fraternité doivent être partagées pour éviter que les erreurs du passé ne se répètent. Nous avons un « devoir de mémoire ». Notre expérience peut alors être utile. Nous devrions donc être davantage sollicités. Les

Conseils Municipaux des Jeunes existent dans de très nombreuses communes de France. Les Conseils des Aînés sont bien moins répandus. Pourquoi ?...

2. Il faut développer les réflexions et les débats intergénérationnels.

Mieux encore que les comités consultatifs de personnes âgées, il nous semble qu'il faudrait développer des Comités Citoyens pluri générationnels, à tous les niveaux de notre société, en veillant à adapter le cadre de ces rencontres à tous les participants (accessibilité du lieu, horaires, etc.).

Les échanges intergénérationnels permettent de développer une considération mutuelle et une solidarité entre les générations.

Dans une société aujourd'hui plus individualiste, la solidarité doit rester une valeur majeure. Les différentes générations doivent mettre en commun leurs intelligences et leur humanité pour apprendre les uns des autres et construire ensemble une société plus accueillante.

3. Il faut changer de regard envers les personnes âgées : un regard positif, qui élève plutôt qu'il ne rabaisse.

Notre société lutte avec raison contre de nombreuses discriminations. Il nous paraît urgent qu'elle se penche davantage sur les idées reçues dont sont victimes les personnes âgées. Nous ne sommes pas des « petits vieux ». Nous ne voulons pas être déresponsabilisés, surprotégés ou infantilisés. Nous refusons d'être perçus comme des assistés ou des profiteurs. Nous voulons rester citoyens, impliqués, libres et solidaires.

Nous devons tous nous demander quel regard nous souhaitons porter sur les plus âgés d'entre nous, quel monde nous voulons construire ensemble.

4. Il faut revoir ensemble les termes utilisés qui peuvent être réducteurs et péjoratifs tels que dépendance, GIR, EHPAD...

5. Il faut garantir la dignité de la Nation en veillant à ce qu'elle préserve celle des plus fragiles.

On dit effectivement que la dignité d'une Nation dépend de la manière dont elle préserve la dignité de ceux qui sont vulnérabilisés par la précarité, la maladie, le handicap ou l'âge. La société que nous voulons construire sera-t-elle humaine ? Sera-t-elle digne ? Quels moyens l'Etat est prêt-il à se donner pour y parvenir ?

6. Il faut augmenter le nombre de professionnels et bien les former à l'écoute et à la relation humaine, en établissement et à domicile.

Régulièrement, nous sommes amenés à réclamer davantage de personnels, à domicile comme en établissement. Des personnels disponibles, formés et stables afin de pouvoir instaurer des relations de qualité. Nous avons besoin d'être accompagnés de manière humaine, par des professionnels qui aient le temps de le faire.

Un personnel mécanique ne nous intéresse pas ! Aussi volontaires qu'ils soient, les professionnels n'ont pas les moyens de travailler dans de bonnes conditions lorsqu'ils sont en sous-effectif et qu'ils se retrouvent pressés, stressés, épuisés.

En comparaison avec d'autres pays européens, le nombre de personnels dans les établissements français est particulièrement bas et les intervenants à domicile sont insuffisamment formés. Il est urgent de remédier à cette situation !

7. Il faut valoriser les métiers d'aide aux personnes âgées et les rendre attractifs.

A l'heure actuelle, les professionnels sont mal considérés et trop peu payés. Comment créer des vocations dans ce contexte ?

Et dire qu'il y a tant de chômeurs...

8. Il faut aller au-delà des besoins physiques des aînés et prendre en compte leurs attentes et envies qui sont tout aussi essentielles.

Cela passe d'abord par un personnel plus nombreux et mieux formé, comme nous l'avons indiqué plus haut.

Mais il faut aussi favoriser le développement du bénévolat, des services civiques et d'autres types d'implication au service d'une société plus solidaire et plus humaine. Dans une société réellement fraternelle, aux besoins des uns répondraient l'attention et la bienveillance des autres.

9. Il faut que chacun ait les moyens de vivre et vieillir dignement.

Vivre en établissement ou être aidé à domicile coûte trop cher aujourd'hui. Nous sommes, de plus, mal informés sur des aides qui restent de toute façon insuffisantes. Ce qui reste à payer par nous-même ou nos familles est trop élevé.

Nos débats montrent que les personnes qui ont le statut d'adulte handicapé bénéficient de plus de moyens que celles qui perdent leur autonomie en vieillissant.

Il est parfois question que chacun puisse recourir à une assurance privée. Mais encore faut-il pouvoir se la payer... L'Egalité de notre devise républicaine n'est garantie que si nous bénéficions tous de moyens décents. Un plus grand effort pourrait être fait par ceux qui ont le plus de moyens, car cela leur coûte moins : taxer les gains des casinos, de la bourse, ou les plus hauts salaires nous paraît plus acceptable. Cela serait plus digne d'un pays comme le nôtre plutôt que d'entendre parler sans cesse des salaires extravagants de certains.

La solidarité doit être au centre de la question. Le vieillissement concerne tout le monde. Les jeunes d'aujourd'hui sont les personnes âgées de demain. L'Etat doit proposer des solutions efficaces et justes.

Par ailleurs, l'accès aux soins peut poser problème, avec un nombre de médecins insuffisant et des coûts trop importants.

Les personnes âgées d'aujourd'hui ont par le passé cotisé et contribué à construire notre pays. Elles mériteraient plus de reconnaissance et de soutien en retour.

10. Il faut favoriser l'autonomie et faciliter les prises de responsabilités des personnes âgées, à domicile comme en établissement.

Nous avons besoin de continuer à nous sentir libres d'aller et venir, de vivre dans un environnement ouvert sur le monde. Il est important de continuer à décider pour soi-même et sentir que nos choix sont respectés.

Il est important que chacun se saisisse de ses droits. Voter, par exemple, est plus qu'un droit, c'est un devoir.

11. Il faut éviter de surprotéger et trop réglementer la vie des personnes âgées. Vivre c'est aussi prendre des risques.

La liberté peut être limitée par certaines normes sécuritaires imposées trop souvent par les craintes des autres. Pour nous, vivre c'est aussi prendre des risques.

L'Etat devrait être plus vigilant quant aux pratiques diverses qui réglementent nos cadres de vie. Des contraintes sont nécessaires et utiles. Elles doivent néanmoins rester suffisamment souples, adaptées au respect total des droits et libertés de chacun et favoriser une vie sociale riche et citoyenne.

Une société trop règlementée n'est plus une société libre.

12. Il faut arrêter d'opposer vie en établissement et vie à domicile : il faut créer des passerelles entre l'une et l'autre.

L'isolement est particulièrement problématique à domicile. Alors que nous sommes encouragés à rester chez nous, les aides proposées sont insuffisantes. Nous sommes trop souvent seuls et manquons d'activités.

Il faut faciliter les contacts entre les personnes à domicile et les personnes en résidence. Il faudrait permettre par exemple aux personnes à domicile de participer davantage aux activités qui sont proposées en établissement.

Pour cela, il est nécessaire de développer l'information, revoir les réglementations, faciliter les déplacements.

13. Il faut rendre tous les lieux publics accessibles à tous.

Sur ce point aussi, notre pays nous paraît très en retard.

Nous comprenons que cela prenne du temps de rendre tous les lieux publics adaptés, mais est-ce vraiment une priorité de l'Etat et des collectivités ?

Les fauteuils roulants électriques permettent une plus grande autonomie. Pourquoi sont-ils si mal remboursés ?

14. Il faut développer et garantir l'accès à la vie socioculturelle, en établissement et à domicile.

Que ce soit à domicile ou en résidence, s'ouvrir au monde commence par la possibilité de se déplacer librement dans la ville.

Les établissements ne proposent pas toujours suffisamment de sorties.

A domicile, si notre mobilité est réduite, les services d'accompagnement sont insuffisants et coûteux. Nous sommes remboursés pour les transports vers des consultations médicales, mais rien n'est prévu si nous avons besoin d'être accompagnés pour des sorties culturelles ou de loisirs.

Pourtant, l'accès à la culture est essentiel !

15. Il faut favoriser l'accès aux nouveaux modes de communication : proposer matériel informatique et initiations en établissement et à domicile.

Rester connectés au monde qui nous entoure est effectivement essentiel. Pourtant, l'accès à l'informatique reste particulièrement problématique pour nous. L'accès aux ordinateurs est développé pour les plus jeunes au sein des écoles. Pourquoi n'est-ce pas le cas pour les personnes âgées et le reste de la population en difficulté ?

D'autres points ont été évoqués lors des débats de ce jour, notamment des questions de **fiscalité** :

Il a été proposé de remettre en place l'ISF pour les très grandes fortunes et les trusts, ou d'installer un impôt progressif. Il faudrait alléger les ponctions sur les retraites, notamment la hausse de la CSG. En tout cas, il serait temps de proposer une fiscalité plus juste et plus équilibrée.

Concernant **l'organisation de l'état et des services publics**, nous regrettons leur suppression dans certains lieux qui peuvent conduire à un vrai « désert social ». Il est important de conserver des services de proximité pour être bien informé, bien orienté. Attention à une informatisation qui nous oblige à des dépenses contraintes et qui risque de renforcer l'exclusion administrative et sociale de ceux qui sont insuffisamment formés ou dans l'incapacité d'utiliser ce matériel.

La question de **la transition écologique** nous préoccupe également. Il est extrêmement important de bien prendre soin de notre planète et de son avenir. Nous sommes inquiets de la difficulté à interdire des pesticides dont la dangerosité est reconnue, comme le glyphosate. Les bénéfices financiers ne devraient pas prévaloir sur la préservation de la planète. Il faut développer le tri sélectif et nous sommes prêts à nous impliquer davantage à ce niveau. Les nouvelles constructions doivent être bien pensées et nous devons combattre le gaspillage énergétique dont nous sommes régulièrement témoins.

Pour résumer, les propositions du 1^{er} débat :

Démocratie et Citoyenneté

1. Il faut développer les Conseils des Aînés dans les municipalités et mieux encore, créer des comités citoyens pluri-générationnels, à tous les niveaux de notre société.
2. Il faut lutter contre les idées reçues dont sont victimes les personnes âgées et changer de regard, un regard qui élève plutôt qu'il ne rabaisse.
3. Il faut préserver la dignité des personnes qui sont vulnérabilisées par la précarité, la maladie, le handicap ou l'âge, si l'on veut garantir la dignité de la Nation.
4. Il faut développer le bénévolat, les services civiques et d'autres types d'implication au service des personnes âgées et d'une société plus solidaire.
5. Il faut favoriser l'autonomie et l'exercice de la citoyenneté : le vote par exemple.
6. Il faut revoir la réglementation liée à la liberté et sécurité des personnes en établissement : ceux-ci doivent tous être très ouverts sur l'extérieur. Il faut éviter de surprotéger et trop réglementer la vie des personnes âgées.
7. Il faut rendre les lieux publics accessibles à tous et faciliter l'accès à la vie socio-culturelle.
8. Il faut favoriser l'accès au numérique : matériels et formations, pour éviter l'exclusion sociale.
9. Il faut aller au-delà des besoins physiques des aînés et prendre en compte leurs attentes et envies, leur volonté de rester des citoyens à part entière.
10. Il faut favoriser les "passerelles" entre personnes âgées à domicile et personnes âgées en établissement, de manière à lutter contre l'isolement.

L'organisation de l'Etat et des services publics

11. Il faut garder des services publics de proximité pour ne pas développer des déserts sociaux.
12. Il faut faire attention à la politique du "tout numérique" qui oblige les citoyens à faire des dépenses contraintes et qui peut renforcer l'exclusion administrative et sociale.
13. Il faut valoriser les métiers d'aide aux personnes âgées.
14. Il faut repenser l'accès aux soins : éviter les déserts médicaux et les coûts trop importants.

La fiscalité et les dépenses publiques

15. Il faut remettre en place l'ISF pour les très grandes fortunes, les trusts... ou installer un impôt progressif.
16. Il faut alléger les prélèvements sur les retraites, notamment la CSG.
17. Il faut proposer une fiscalité plus juste et plus équilibrée.
18. Il faut davantage de personnels en établissement et à domicile.
19. Il faut réfléchir sur les différences entre les aides et le statut des Adultes Handicapés et des personnes âgées (avant et après 60 ans).
20. Il faut revoir le financement de la perte d'autonomie de manière égalitaire et solidaire pour permettre à chacun de vieillir dignement.

La transition écologique

21. Il faut interdire les pesticides dont la dangerosité est reconnue, comme le glyphosate.
22. Il faut développer encore plus le tri sélectif (par exemple dans les résidences pour personnes âgées).
23. Il faut prendre en considération pour les nouvelles constructions, l'impact sur l'environnement et le gaspillage énergétique (exemples : mauvaise isolation, pièce sans fenêtre...).

Compte rendu du 2ème grand débat – 20H à 23H

Tout Public

Démocratie et Citoyenneté

- Être citoyen
 - "Être citoyen c'est ne pas rester en arrière, aller de l'avant. Transmettre aux jeunes générations pour qu'ils puissent vivre mieux".
 - "Être citoyen c'est voter. Je suis pour le vote obligatoire. C'est le vivre ensemble. Vivre avec les autres en les aidant."
- Le vote obligatoire
 - ✓ 1^{ère} proposition : Rendre le vote obligatoire (tout le monde n'était pas d'accord sur ce point, mais cette proposition a remporté un certain succès) en prenant en compte le vote blanc.
 - "Le vote est un devoir, si on ne vote pas, on ne se plaint pas."
- Prise en compte du vote blanc
 - ✓ 2^{ème} proposition : Prendre en compte le vote blanc (Vote sur cette proposition : OUI : 29, NON : 3, BLANC : 8).
 - Il a été souligné à de multiples reprises que si le vote blanc devait être pris en compte, il faudrait bien définir les règles en amont afin d'établir la procédure dans le cas d'un taux élevé de vote blanc. Il a été suggéré de l'inscrire dans la constitution. Il a aussi été dit que la comptabilisation du vote blanc est génératrice de peur pour le système politique.
 - "Il a été aussi noté que le vote blanc est comptabilisé dans quelques pays européens (Belgique, Suisse)."
 - "Concernant les changements constitutionnels, il faut être prudent."
- Organisation de débats avant les élections
 - ✓ 3^{ème} proposition : Mettre en place des débats avant les élections afin que les politiques revisitent leurs programmes pour mieux répondre aux besoins/attentes des électeurs. Cette organisation permettrait d'avoir moins de déception pour les citoyens après les élections.
- Lien intergénérationnel :
 - "Il faut créer des liens intergénérationnels : création de liens avec les écoles et les lycées et mise en place de crèches dans les maisons de retraite."

- Le monde va vite et le contact entre les enfants et les personnes âgées peut permettre, aux enfants, d'avoir une autre temporalité.
- "Il faut changer la vision de notre société qui refuse la mort, la vieillesse, le handicap. Il faut travailler sur tout ce qui peut concourir au vivre ensemble. "
- "Le progrès fait que certaines tâches disparaissent et qu'on ne peut plus participer comme avant."
- "La notion de dépendance est souvent utilisée de manière négative, alors que nous dépendons tous de quelqu'un, nous sommes tous interdépendants." *

L'organisation de l'Etat et des services publics

- Exclusion et déshumanisation liées au tout numérique
 - La société va dans le sens du tout numérique
 - Frais liés à internet et au matériel à acheter : dépenses contraintes
 - Diminution des services publics. Il est devenu difficile de parler en face à face avec un interlocuteur. Il y a une rupture dans la relation humaine. "Tout se déshumanise". Dans de nombreux services publics (Hôpital, CAF...) tous les contacts se font via internet ou messagerie vocale.
 - Réseau : en province, il y a des zones blanches. Ce qui signifie que les citoyens n'ont pas accès aux services en ligne pour payer leurs impôts par exemple.
 - Le tout numérique "ce n'est pas la liberté, c'est une obligation"
 - Autre difficulté, concernant les impôts : à partir d'un certain montant, il faut payer par virement. C'est une obligation très compliquée à respecter pour les personnes qui n'ont pas le matériel, qui ne peuvent pas se déplacer, qui ne sont pas formées ou qui sont en incapacité de se servir d'un ordinateur. De plus, une amende est envoyée dès lors que cette obligation n'est pas respectée.
 - Apprentissage de l'informatique : tout le monde n'est pas en capacité d'utiliser du matériel informatique. Il faut que les personnes soient accompagnées dans ces démarches. Dans le cas des personnes âgées, cet accompagnement peut être fait par des personnes plus jeunes pour créer un lien intergénérationnel.
 - Ergonomie du matériel : le matériel n'est pas adapté aux personnes qui ont, par exemple, des difficultés de préhension ou d'autres handicaps. Il faut trouver des solutions à la fois techniques et financières (prix souvent très élevés) afin que tout le monde ait accès à ce type de produits : développement de solutions par des startups.
- ✓ 4^{ème} proposition : Il faut que les services publics se réhumanisent afin de remettre du contact humain dans les relations avec les citoyens.

- ✓ 5^{ème} proposition : Prendre en considération dans l'organisation des services publics le fait que le numérique n'est pas accessible par tous pour ne pas créer des situations d'exclusion administrative et sociale.
- Autonomie et Grand Age :
 - Dans les maisons de retraite, il a été souligné à de multiples reprises qu'il n'y avait pas assez de personnel. Les quotas de personnel sont définis par l'Etat et les départements et ne peuvent pas être modifiés par les administrations des structures publiques ou privées. Le quota actuel est de 6 personnels pour 10 personnes âgées.
 - L'assurance privée n'est pas une solution car elle n'est pas égalitaire.
 - Le prix des hébergements n'est pas calculé en fonction des revenus.
 - Le prix des hébergements n'est pas aligné sur le niveau des retraites. Lorsqu'il y a un défaut de paiement, il y a un risque que cela soit enlevé de la succession et/ou répercuté sur les enfants. Les tarifs des hébergements augmentent plus que les retraites. Les familles et plus spécifiquement les enfants doivent payer, ce qui peut créer une explosion familiale.
 - Il faut mesurer la dépendance car il y aura toujours des personnes qui seront dépendantes.
 - ✓ 6^{ème} proposition : Il faut réfléchir à la mise en place d'une solidarité nationale, 5^{ème} risque, un fonds de solidarité....
 - ✓ 7^{ème} proposition : il faut promouvoir auprès des jeunes générations le travail auprès des personnes âgées alors que pour le moment ils s'orientent plus vers les enfants.

La fiscalité et les dépenses publiques

- Gestion des dépenses publiques
 - ✓ 8^{ème} proposition : Il faut plus de transparence concernant la gestion de l'argent public.
 - ✓ 9^{ème} proposition : Il faut bien vérifier que l'argent prélevé à des fins spécifiques soit versé au bon endroit. Par exemple, est ce que les sommes récoltées grâce à la journée de solidarité envers les personnes âgées sont bien utilisées pour les personnes âgées ?
- Tout citoyen peut demander les comptes publics.
- Réduction de la CSG

- Inégalités des aides suivant les départements

La transition écologique

Ce thème n'a pas pu être abordé lors de ce débat.

Pour résumer, les propositions du 2^{ème} débat :

Démocratie et Citoyenneté

1. Il faut rendre le vote obligatoire (tout le monde n'était pas d'accord sur ce point, mais cette proposition a remporté un certain succès).
2. Il faut prendre en compte le vote blanc (Vote sur cette proposition : OUI : 29, NON : 3, BLANC : 8). Sur ce point il faut bien établir les règles en amont.
3. Il faut mettre en place des débats avant les élections afin que les politiques revisitent leurs programmes pour mieux répondre aux besoins/attentes des électeurs.
4. Il faut développer les liens intergénérationnels

L'organisation de l'Etat et des services publics

5. Il faut que les services publics se réhumanisent afin de remettre du contact humain dans les relations avec les citoyens.
6. Il faut prendre en considération, dans l'organisation des services publics, le fait que le numérique n'est pas accessible par tous afin de ne pas créer des situations d'exclusion administrative et sociale.
7. Il faut réfléchir à la mise en place d'une solidarité nationale, 5ème risque, un fonds de solidarité....
8. il faut promouvoir auprès des jeunes générations le travail auprès des personnes âgées alors que pour le moment ils s'orientent plus vers les enfants.

La fiscalité et les dépenses publiques

9. Il faut plus de transparence concernant la gestion de l'argent public.
10. Il faut bien vérifier que l'argent prélevé à des fins spécifiques soit versé au bon endroit. Par exemple, est ce que les sommes récoltées grâce à la journée de solidarité envers les personnes âgées sont bien utilisées pour les personnes âgées ?
11. Il faut augmenter le nombre de professionnels dans les maisons de retraite afin de dépasser le quota moyen actuel de 6 professionnels pour 10 personnes âgées.
12. Il faut réfléchir à la réduction de la CSG.
13. Il faut établir le prix des hébergements pour personnes âgées en fonction des revenus.

La transition écologique

Ce thème n'a pas pu être abordé lors de ce débat.